

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Cowansville

Code géographique : 46080

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Josée Tassé, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Cowansville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature _____

Date

2020-05-28

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Cowansville

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Cowansville (ci-après la « Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2019 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12, 13 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850

Granby, le 28 mai 2020

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	19 080 193	19 212 407	18 433 131
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 236 059	2 248 531	2 172 048
Quotes-parts	3			
Transferts	4	801 735	1 918 122	1 980 840
Services rendus	5	2 562 580	2 354 167	2 212 340
Imposition de droits	6	490 000	1 123 286	854 558
Amendes et pénalités	7	414 000	436 142	368 447
Revenus de placements de portefeuille	8	18 893	61 285	
Autres revenus d'intérêts	9	133 125	197 882	174 016
Autres revenus	10	187 500	(58 324)	431 023
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	25 924 085	27 493 498	26 626 403
Charges				
Administration générale	14	3 434 703	3 276 891	3 140 844
Sécurité publique	15	3 773 587	3 814 025	3 484 300
Transport	16	6 309 154	6 800 274	6 473 787
Hygiène du milieu	17	6 087 760	5 552 320	5 791 964
Santé et bien-être	18	222 000	193 610	186 061
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 019 785	1 032 466	906 604
Loisirs et culture	20	4 382 723	4 294 288	3 960 134
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 249 250	1 068 653	998 877
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	26 478 962	26 032 527	24 942 571
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(554 877)	1 460 971	1 683 832
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		64 237 600	62 553 768
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		64 237 600	62 553 768
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		65 698 571	64 237 600

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 015 981	854 261
Débiteurs (note 5)	2	9 732 115	14 912 278
Prêts (note 6)	3	92 183	92 183
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 055 328	950 438
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	13 895 607	16 809 160
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		2 900 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 262 485	4 859 049
Revenus reportés (note 12)	12	400 452	245 246
Dette à long terme (note 13)	13	36 871 671	35 521 343
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	195 200	68 200
	15	41 729 808	43 593 838
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(27 834 201)	(26 784 678)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	92 845 593	90 326 294
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	457 408	474 426
Stocks de fournitures	19	127 451	149 650
Autres actifs non financiers (note 17)	20	102 320	71 908
	21	93 532 772	91 022 278
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	65 698 571	64 237 600

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(554 877)	1 460 971	1 683 832
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	( 7 952 188)	(6 701 447)
Produit de cession	3		154 550	262 156
Amortissement	4	4 300 000	5 008 681	4 888 302
(Gain) perte sur cession	5		233 090	(213 789)
Réduction de valeur / Reclassement	6		36 567	6 475
	7	4 300 000	(2 519 300)	(1 758 303)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		17 018	
Variation des stocks de fournitures	9		22 199	(34 189)
Variation des autres actifs non financiers	10		(30 412)	4 112
	11		8 805	(30 077)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		1	1
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	3 745 123	(1 049 523)	(104 547)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(26 784 678)	(26 680 131)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(26 784 678)	(26 680 131)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(27 834 201)	(26 784 678)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 460 971	1 683 832
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	5 008 681	4 888 302
Autres			
- Gain (perte) sur cession	3	233 090	(183 596)
- Réduction de valeur	4	36 570	1
	5	6 739 312	6 388 539
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	5 180 163	454 350
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	96 639	142 986
Revenus reportés	9	155 206	170 616
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	127 000	98 600
Propriétés destinées à la revente	11	17 018	
Stocks de fournitures	12	22 199	(34 189)
Autres actifs non financiers	13	(30 412)	4 112
	14	12 307 125	7 225 014
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(8 645 392)	(9 368 428)
Produit de cession	16	154 550	262 156
	17	(8 490 842)	(9 106 272)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(44 235)	(63 744)
Remboursement ou cession	19	21 899	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(82 554)	(62 407)
Cession	21		510 952
	22	(104 890)	384 801
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	11 025 000	5 600 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(9 699 955)	(2 756 781)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(2 900 000)	(880 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	25 282	29 994
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(1 549 673)	1 993 213
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	2 161 720	496 756
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	854 261	357 505
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	854 261	357 505
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	3 015 981	854 261

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Cowansville (ci-après « la Ville ») est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 13 et 18.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les états financiers incluent aussi la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation proportionnelle se fait ligne par ligne. La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

Régie Aéroportuaire Régionale des Cantons de l'Est (ci-après la « Régie aéroportuaire »)	33,33 %
Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de Brome-Missisquoi (ci-après la « Régie intermunicipale »)	25 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit:

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Infrastructures	2,5 % à 25 %
Bâtiments	2,5 % à 6,67 %
Véhicules	5 % à 33 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers	5 % à 33 %

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

La Ville prendra en charge sa quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture de la décharge contrôlée de déchets solides exploitée par la Régie intermunicipale. Les coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des charges liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Les coûts sont constatés en fonction de la capacité utilisée de la décharge, laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique en fonction du nombre de mètres cubes enfouis.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion de la décharge contrôlée de déchets solides.

E) Revenus

Constataion des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Les quotes-parts (Régie aéroportuaire) sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les quotes-parts (Régie intermunicipale) sont constatées lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus de loyers sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les contributions de la Municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre de revenus de transfert au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) et le régime volontaire épargne-retraite (RVER) offerts à certains employés par la Ville, le REER collectif offert par la Régie aéroportuaire et le régime de retraite simplifié (RRS) offert par la Régie intermunicipale sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (ci-après « la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : valeur lissée au 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 3 015 981	1 128 965
Découvert bancaire	2 () ()	274 704
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 3 015 981	854 261
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 325 125	553 518
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 5 620 029	
Note		
Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées à la réserve financières relatives à la construction, l'agrandissement ou la rénovation de bâtiments municipaux.		
	2019	2018
	\$	\$
Intérêts payés au cours de l'exercice	830 423	704 487
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 1 164 339	1 201 424
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 7 128 229	6 986 669
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 256 933	5 713 787
Organismes municipaux	15 133 173	175 702
Autres		
- Mutations, amendes et autres	16 993 167	802 300
- Intérêts à recevoir	17 56 274	32 396
	18 9 732 115	14 912 278
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 5 812 611	5 762 784
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 5 812 611	5 762 784
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 181 525	242 253
Note		
Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2.14 % à 4.11 % et viennent à échéance au plus tard en mars 2039.		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24	92 183	92 183
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28	92 183	92 183
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

Prêt à l'Office municipal d'habitation de Brome-Missisquoi, sans intérêt, échéant 2021 et 2022.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	192 639	170 303
Autres placements	31	862 689	780 135
	32	<u>1 055 328</u>	<u>950 438</u>
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	862 689	780 135
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Placement à titre d'investissement:
Fonds de garantie de franchise collective de l'UMQ

Régie intermunicipale :

Les autres placements sont enregistrés dans une fiducie pour laquelle le bénéficiaire est la Régie intermunicipale.

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(195 200)	(68 200)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>(195 200)</u>	<u>(68 200)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	912 700	871 600
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	92 400	88 310
Régimes de retraite des élus municipaux	42	36 472	42 258
	43	<u>1 041 572</u>	<u>1 002 168</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

10. Emprunts temporaires

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 2 000 000 \$ pour les opérations courantes et d'emprunts temporaires autorisés pour des activités d'investissement d'un montant total de 6 290 000 \$. L'ouverture de crédit bancaire et les emprunts temporaires portent intérêt au taux préférentiel (3,95 % aux 31 décembre 2019 et 2018) et sont renouvelables en juillet 2020.

La Régie intermunicipale dispose de deux lignes de crédit de 2 836 127 \$ et 6 500 000 \$. Les montants prélevés portent intérêts au taux préférentiel moins 0,36 % (4,09 % au 31 décembre 2019) et aux taux préférentiel (4,45 % au 31 décembre 2019) et sont payables mensuellement. Au 31 décembre 2019, la Régie intermunicipale avait des soldes inutilisés de 2 836 127 \$ et 6 500 000 \$.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	1 877 308	2 647 874
Salaires et avantages sociaux	48	392 192	319 438
Dépôts et retenues de garantie	49	600 351	725 706
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	986 280	861 555
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus sur dette LT	53	234 874	227 601
- Autres	54	171 480	76 875
-	55		
-	56		
-	57		
	58	4 262 485	4 859 049

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	63 998	38 258
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Loyers perçus d'avance	68	1 827	1 827
- Transferts	69	99 360	34 602
- Entente Rang St-Joseph	70	235 267	170 559
-	71		
	72	400 452	245 246

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

						2019	2018
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	3,45	2020	2039	73	37 083 000	35 755 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		274
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres	1,83	4,19	2020	2020	80	6 402	9 082
					81	37 089 402	35 764 356
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(217 731)	(243 013)
					83	36 871 671	35 521 343

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2020	84	92	3 292 000	100	109	6 402	117	3 298 402
2021	85	93	3 383 000	101	110		118	3 383 000
2022	86	94	3 043 000	102	111		119	3 043 000
2023	87	95	2 982 000	103	112		120	2 982 000
2024	88	96	6 107 000	104	113		121	6 107 000
2025 et +	89	97	18 276 000	105	114		122	18 276 000
	90	98	37 083 000	106	115	6 402	123	37 089 402
Intérêts et frais accessoires				107			124	
	91	99	37 083 000	108	116	6 402	125	37 089 402

Note

	2019	2018
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(27 834 201)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()
Autres	128	()
	129	(27 834 201)
		(26 784 678)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	23 016 116	158	662 792	185		212	23 678 908
Eaux usées	131	26 039 009	159	216 559	186		213	26 255 568
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	49 254 566	160	3 170 469	187		214	52 425 035
Autres	133	16 594 156	161	399 346	188	(1 079 777)	215	18 073 279
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	15 629 558	163	2 158 935	190	20 149	217	17 768 344
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	5 148 844	165	1 342 941	192	619 798	219	5 871 987
Ameublement et équipement de bureau	138	1 321 244	166	92 260	193	19 833	220	1 393 671
Machinerie, outillage et équipement divers	139	5 649 784	167	688 574	194	32 298	221	6 306 060
Terrains	140	7 518 495	168		195	34 477	222	7 484 018
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>150 171 772</u>	170	<u>8 731 876</u>	197	<u>(353 222)</u>	224	<u>159 256 870</u>
Immobilisations en cours	143	<u>3 031 192</u>	171	<u>(779 688)</u>	198	<u>1 188 089</u>	225	<u>1 063 415</u>
	144	<u>153 202 964</u>	172	<u>7 952 188</u>	199	<u>834 867</u>	226	<u>160 320 285</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	12 332 887	173	567 008	200		227	12 899 895
Eaux usées	146	9 150 087	174	575 926	201		228	9 726 013
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	17 803 168	175	1 844 302	202		229	19 647 470
Autres	148	9 456 792	176	637 488	203	73 915	230	10 020 365
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	7 961 909	178	397 920	205	16 993	232	8 342 836
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	2 302 411	180	514 833	207	269 357	234	2 547 887
Ameublement et équipement de bureau	153	1 072 256	181	78 523	208	19 833	235	1 130 946
Machinerie, outillage et équipement divers	154	2 797 160	182	392 681	209	30 561	236	3 159 280
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>62 876 670</u>	184	<u>5 008 681</u>	211	<u>410 659</u>	238	<u>67 474 692</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>90 326 294</u>					239	<u>92 845 593</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251	423 634	440 652
Autres	252	33 774	33 774
	253	457 408	474 426
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	457 408	474 426
<hr/>			
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Divers	256	102 320	71 908
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	102 320	71 908
<hr/>			
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****18. Obligations contractuelles****Ville**

Les principaux engagements contractuels de traitement de matières recyclables, de valorisation des boues, de fournitures de matériaux divers, de location de photocopieurs, d'entretien d'équipements divers, de contrôleur animalier, de soutien et service informatique, d'auditeur externe et d'évaluation foncière de la Ville échéant à différentes dates jusqu'en 2024, s'élèvent approximativement à 2 895 519 \$ durant cette période.

La ville s'est engagée, d'après un contrat de traitement de matières recyclables échéant en 2023 et renouvelable pour un terme de 5 ans jusqu'en 2028, à verser une somme de 70 \$ par tonne envoyée au centre de tri.

Office municipal d'habitation de la Ville

L'Office municipal d'habitation de Cowansville, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

Régie intermunicipale

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1998, la Régie intermunicipale a obtenu son certificat d'autorisation du gouvernement du Québec pour l'agrandissement du site actuel. Les travaux d'agrandissement sont complétés et l'utilisation du nouveau site est en vigueur depuis 2000. Suite à l'obtention du certificat, la Régie intermunicipale s'est engagée à créer un fonds de post-fermeture et d'y confier des contributions annuelles calculées en fonction du nombre de tonnes enfouies au cours de l'exercice et du taux établi par évaluation actuarielle, laquelle est effectuée à tous les cinq ans. La dernière évaluation actuarielle des coûts de post-fermeture a été faite en 2015 et la prochaine évaluation actuarielle sera faite en 2020.

La Régie intermunicipale s'est engagée, d'après une entente de services professionnels pour le traitement des déchets dangereux échéant en 2020, à verser une somme en fonction du nombre de kilogrammes de déchets dangereux traités.

La Régie intermunicipale s'est engagée, d'après une entente d'approvisionnement en fourniture de produits pétroliers échéant en 2020, sur le prix unitaire de divers produits pétroliers variant de 0,9819 \$ à 1,2371 \$ le litre.

La régie intermunicipale s'est engagée à acquérir des immobilisations totalisant 350 504 \$.

La régie intermunicipale s'est engagée à verser 35 497 \$ en 2020 et 2021 pour un montant total de 70 994 \$ relativement à une entente de recyclage, de valorisation et d'élimination des résidus domestiques dangereux.

Régie aéroportuaire

En vertu d'une convention signée le 7 février 2006 entre la Ville de Bromont, Bâtiments Québec et la Régie aéroportuaire, la Régie aéroportuaire s'est engagée à céder le réseau d'égout et d'aqueduc, à la fin des travaux de construction des conduites d'égout et d'aqueduc, à la Ville de Bromont en contrepartie de 1 \$.

La Régie aéroportuaire s'est engagée, d'après des contrats pour l'entretien, la location d'équipements et des services professionnels échéant à différentes dates jusqu'en juillet

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2023, à verser une somme de 73 390 \$.

La Régie aéroportuaire s'est engagée à acquérir une immobilisation au cours du prochain exercice pour une somme de 74 800 \$.

19. Droits contractuels

Ville

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 1 641 903 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de 175 933 \$ en 2020, de 161 211 \$ en 2021, de 146 943 \$ en 2022, de 137 258 \$ en 2023 et de 127 284 \$ en 2024.

La Ville a également conclu un bail emphythéotique concernant un terrain pour une durée de 85 ans. Le revenu de location annuel de 17 000 \$ est à percevoir jusqu'en 2058 pour une somme totale de 646 000 \$.

La Ville a également conclu une entente concernant la location de terrain pour l'utilisation d'une tour cellulaire. Considérant les options de renouvellement, le revenu de location annuel de 9 567 \$ est à percevoir jusqu'en 2037 pour une somme totale de 181 780 \$.

Régie aéroportuaire

La Régie aéroportuaire a conclu des contrats de location de locaux, de terrains et de stationnements échéant à différentes dates jusqu'en février 2022, prévoyant la perception de loyers totalisant 66 523 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des prochains exercices s'élèvent à 48 039 \$ en 2020, à 15 484 \$ en 2021 et à 3 000 \$ en 2022.

20. Passifs éventuels

S.O.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
Maison de la Famille	195 000	158 438	164 777
	262	195 000	164 777

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi. Au 31 décembre 2019, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 226 473 \$.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les partenariats, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

24. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

25. Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

Les activités des sites d'enfouissement, notamment celles relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture, sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement. Les principales informations relatives au passif afférent sont les suivantes :

- Constatation et mesure du passif : selon le nombre de mètres cubes enfouis au cours de l'exercice;
- Durée de vie restante estimative de l'exploitation: 28 ans;
- Capacité restante estimative : 2 278 212 mètres cubes;
- Actifs affectés au règlement du passif : 862 689 \$ (quote-part de la Ville);
- Période estimative nécessaire pour les activités d'après-fermeture : 30 ans.

Les charges estimatives totales relatives à la quote-part de la Ville aux activités de fermeture et d'après-fermeture du site d'enfouissement totalisent 4 887 787 \$. Au 31 décembre 2019, le passif constaté aux états financiers à cet égard est de 986 280 \$, de sorte qu'un solde de 3 901 507 \$ reste à constater.

26. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 1 100 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

27. Événements postérieurs à la date de l'état consolidé de la situation financière

Après la fin d'exercice, l'éclosion d'une nouvelle souche de coronavirus (COVID-19) a entraîné une crise sanitaire mondiale majeure qui continue d'avoir des incidences sur l'économie globale et sur les marchés financiers à la date de mise au point définitive des états financiers.

Ces événements sont susceptibles d'entraîner des modifications importantes de l'actif ou du passif au cours du prochain exercice ou d'avoir des répercussions importantes sur les activités futures. La Ville a pris et continuera à prendre des mesures à la suite de ces événements afin de minimiser les répercussions. Cependant, il est impossible de déterminer toutes les incidences financières de ces événements pour le moment.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	18 433 131	19 080 193	19 212 407			19 212 407
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 172 048	2 236 059	2 248 531			2 248 531
Quotes-parts	3					254 283	
Transferts	4	741 285	603 860	826 737		189 358	1 016 095
Services rendus	5	1 489 093	1 283 264	1 337 545		1 347 098	2 354 167
Imposition de droits	6	854 558	490 000	1 123 286			1 123 286
Amendes et pénalités	7	368 447	414 000	436 142			436 142
Revenus de placements de portefeuille	8		18 893	61 285			61 285
Autres revenus d'intérêts	9	153 777	133 000	166 533		31 349	197 882
Autres revenus	10	73 611	20 000	(157 810)		91 423	(66 387)
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	24 285 950	24 279 269	25 254 656		1 913 511	26 583 408
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 239 555		430 490		471 537	902 027
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	3 000		8 063			8 063
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	1 242 555		438 553		471 537	910 090
	21	25 528 505	24 279 269	25 693 209		2 385 048	27 493 498
Charges							
Administration générale	22	2 994 563	3 324 203	3 160 549	116 342		3 276 891
Sécurité publique	23	3 228 392	3 528 690	3 556 179	257 846		3 814 025
Transport	24	4 079 854	4 017 116	4 285 082	2 171 980	439 212	6 800 274
Hygiène du milieu	25	3 793 621	3 671 777	3 307 971	1 457 453	1 275 655	5 552 320
Santé et bien-être	26	186 061	222 000	193 610			193 610
Aménagement, urbanisme et développement	27	906 604	1 019 785	1 032 466			1 032 466
Loisirs et culture	28	3 439 482	3 885 294	3 770 559	523 729		4 294 288
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	997 593	1 233 500	1 066 572		2 081	1 068 653
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	4 552 584	4 300 000	4 527 350	(4 527 350)		
	33	24 178 754	25 202 365	24 900 338		1 716 948	26 032 527
Excédent (déficit) de l'exercice	34	1 349 751	(923 096)	792 871		668 100	1 460 971

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalizations 2019		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 349 751	(923 096)	792 871	668 100	1 460 971
Moins: revenus d'investissement	2	(1 242 555)	()	(438 553)	(471 537)	(910 090)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	107 196	(923 096)	354 318	196 563	550 881
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	4 552 584	4 300 000	4 527 350	481 331	5 008 681
Produit de cession	5	49 052	15 000	154 420	130	154 550
(Gain) perte sur cession	6	(1 697)	(10 000)	232 463	627	233 090
Réduction de valeur / Reclassement	7				36 567	36 567
	8	4 599 939	4 305 000	4 914 233	518 655	5 432 888
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			17 018		17 018
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11			17 018		17 018
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12			21 899		21 899
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	23 718	20 000			
	15	23 718	20 000	21 899		21 899
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 313 837)	(3 365 000)	(3 679 878)	(2 681)	(3 682 559)
	18	(2 313 837)	(3 365 000)	(3 679 878)	(2 681)	(3 682 559)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(581 756)	(308 900)	(821 701)	(735 887)	(1 557 588)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	64 302	200 000	31 368		31 368
Excédent de fonctionnement affecté	21	190 091	325 000	699 151		699 151
Réserves financières et fonds réservés	22	(643 290)	(253 004)	(447 952)		(447 952)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(970 653)	(36 904)	(539 134)	(735 887)	(1 275 021)
	26	1 339 167	923 096	734 138	(219 913)	514 225
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 446 363		1 088 456	(23 350)	1 065 106

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations 2018		Réalizations 2019		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus d'investissement	1	1 242 555	438 553	471 537		910 090
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(22 725)	(59 403)	(3 079 )	(	62 482)
Sécurité publique	3	(12 687)	(23 777 )	( )	(	23 777)
Transport	4	(3 331 113)	(3 594 420)	(35 495 )	(	3 629 915)
Hygiène du milieu	5	(1 631 153)	(1 156 758)	(719 856 )	(	1 876 614)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	(18 898)	(301 )	(	19 199)
Loisirs et culture	8	(421 242)	(2 340 201 )	( )	(	2 340 201)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(5 418 920)	(7 193 457)	(758 731 )	(	7 952 188)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Émission ou acquisition	12	(63 744)	(44 235 )	( )	(	44 235)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 804 018	4 957 778			4 957 778
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	581 756	821 701	735 887		1 557 588
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	398 489	926 314			926 314
Excédent de fonctionnement affecté	16	19 727		8 025		8 025
Réserves financières et fonds réservés	17	507 626	883 608			883 608
	18	1 507 598	2 631 623	743 912		3 375 535
	19	(1 171 048)	351 709	(14 819)		336 890
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales						
	20	71 507	790 262	456 718		1 246 980

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>2018</u>	<u>Administration</u>	<u>2019</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	Organismes	consolidé ¹
			municipale	contrôlés et	
				partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	872 527	2 511 410	504 571	3 015 981
Débiteurs (note 5)	2	14 759 889	9 220 266	533 286	9 732 115
Prêts (note 6)	3	92 183	92 183		92 183
Placements de portefeuille (note 7)	4	170 303	192 639	862 689	1 055 328
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	15 894 902	12 016 498	1 900 546	13 895 607
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	271 468			
Emprunts temporaires (note 10)	10	2 900 000			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 716 356	2 851 603	1 432 319	4 262 485
Revenus reportés (note 12)	12	243 419	398 625	1 827	400 452
Dette à long terme (note 13)	13	35 512 260	36 865 269	6 402	36 871 671
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	68 200	195 200		195 200
	15	42 711 703	40 310 697	1 440 548	41 729 808
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(26 816 801)	(28 294 199)	459 998	(27 834 201)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	86 212 061	88 491 285	4 354 308	92 845 593
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	474 426	457 408		457 408
Stocks de fournitures	19	108 366	88 304	39 147	127 451
Autres actifs non financiers (note 17)	20	61 440	89 570	12 750	102 320
	21	86 856 293	89 126 567	4 406 205	93 532 772
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	2 971 413	2 570 851	238 513	2 809 364
Excédent de fonctionnement affecté	23	822 356	654 548	997 277	1 651 825
Réserves financières et fonds réservés	24	900 935	465 279		465 279
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	() () () ()			
Financement des investissements en cours	26	(1 611 695)	(821 434)	(717 493)	(1 538 927)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	56 956 483	57 963 124	4 347 906	62 311 030
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	60 039 492	60 832 368	4 866 203	65 698 571

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2018
Rémunération	1	6 916 867	6 955 546	7 254 870	6 498 750
Charges sociales	2	1 869 705	1 914 064	1 971 446	1 779 383
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5	30 300	9 619	9 619	
Autres biens et services	6	9 412 857	9 022 664	9 121 520	9 518 939
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	911 345	758 252	758 576	743 388
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	190 655	179 251	179 251	116 851
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	131 500	129 069	130 826	138 638
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	648 136	651 588	555 588	532 947
Transferts	13			189 294	
Autres	14	87 000	121 475	221 396	149 446
Autres organismes					
Transferts	15	626 000	582 959	582 959	79 077
Autres	16				440 675
Amortissement des immobilisations	17	4 300 000	4 527 350	5 008 681	4 888 302
Autres					
- Divers	18				(1 661)
- Réclamations/UMQ	19	65 000	64 700	64 700	48 725
- Mauvaises créances	20	13 000	(16 199)	(16 199)	9 111
	21	25 202 365	24 900 338	26 032 527	24 942 571

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

Charges

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	17		
Placements de portefeuille	18		
Débiteurs	19		
Provision pour créances douteuses	20	() (
	21		
Autres	22		
	23		

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24		
Créditeurs et charges à payer	25		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	26		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27		
Autres	28		
Autres	29		
	30		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 809 364	3 258 211
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 651 825	1 802 727
Réserves financières et fonds réservés	3	465 279	900 935
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()	(
Financement des investissements en cours	5	(1 538 927)	(2 785 906)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	62 311 030	61 061 633
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	-	-
	8	65 698 571	64 237 600
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 570 851	2 971 413
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	238 513	286 798
	11	2 809 364	3 258 211
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Exercice suivant	12	290 000	200 000
- Contribution promoteur	13	260 569	260 569
- Stationnement réinv. local	14	28 979	36 787
- Achat d'un camion lourd	15	75 000	
- Remboursement de la dette	16		325 000
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	654 548	822 356
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- Investissements majeurs	22	922 351	930 376
- Réfection de la piste	23	49 995	49 995
- Système de météo	24	24 931	
	25	997 277	980 371
	26	1 651 825	1 802 727
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Bâtiments municipaux	27	325 124	553 518
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	325 124	553 518
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	119 347	77 613
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	16 808	265 804
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Fonds - fins de stationnement	45	4 000	4 000
-	46		
	47	140 155	347 417
	48	465 279	900 935

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 () (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres		
-	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres		
-	66 () (
-	67 () (
	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres		
-	72 () (
-	73 () (
	74 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 () (

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 542 334	132 973
Investissements à financer	83 (2 081 261 ) (	2 918 879)
	84 (1 538 927)	(2 785 906)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 92 845 593	90 326 294
Propriétés destinées à la revente	86 457 408	474 426
Prêts	87 92 183	92 183
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 192 639	170 303
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 93 587 823	91 063 206
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 93 587 823	91 063 206
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (36 871 671 ) (	35 521 343)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (217 731 ) (	243 013)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 5 812 611	5 762 784
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (31 276 791 ) (	30 001 572)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (2 ) (	1)
	100 (31 276 793 ) (	30 001 573)
	101 62 311 030	61 061 633

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Cowansville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime est offert à l'ensemble des salariés et est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire carrière à la retraite.

Le Régime est à prestations déterminées et les cotisations salariales des participants est de 9,9 % du salaire. Cette cotisation est composée de 8,5 % pour le service courant et de 1,4 % pour le fonds de stabilisation.

Mise en place de deux volets

Le 1er janvier 2014, le régime est modifié pour prévoir la mise en place de deux volets distincts avec une date de séparation au 31 décembre 2013. Selon la réglementation actuellement en vigueur, les deux volets sont considérés comme étant deux régimes de retraite distincts.

Volet antérieur

À compter de la date de sa retraite normale, chaque participant a droit à une rente normale dont le montant annuel est établi comme suit;

a) une rente annuelle égale au maximum entre 2 % du salaire au 1er janvier 1990, multipliée par le nombre d'années de services au 31 décembre 1990 et la somme de la rente annuelle pour service antérieur au 31 décembre 1989, et une rente annuelle égale à 2,5 % du salaire pour le service reconnu au cours de l'année 1990; plus

b) une rente annuelle égale à la somme de ses créances de rentes pour chaque année de service reconnu du 1er janvier 1991 au 31 décembre 2013. La créance de rente pour une année ou une fraction d'année de service reconnu est égale à 2 % du salaire indexé.

Volet courant

À compter de la date de sa retraite normale, chaque participant a droit à une rente normale dont le montant annuel est égal à la somme de ses créances de rentes de chaque année de service effectué et reconnu à compter du 1er janvier 2014. La créance des rentes pour une année ou une fraction d'année de service est égale à 2 % du salaire indexé.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »).

La Loi prévoit un processus avec période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements à être apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus, avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014,

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2019.

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (68 200)	30 400
Charge de l'exercice	4 (912 700)	(871 600)
Cotisations versées par l'employeur	5 785 700	773 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(195 200)</u>	<u>(68 200)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 19 237 100	18 127 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (21 403 100)	(20 376 500)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (2 166 000)	(2 249 500)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 1 970 800	2 181 300
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (195 200)	(68 200)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(195 200)</u>	<u>(68 200)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 19 237 100	18 127 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (21 403 100)	(20 376 500)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (2 166 000)	(2 249 500)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 944 100	916 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 944 100	916 500
Cotisations salariales des employés	21 (431 700)	(419 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 512 400	497 500
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 279 000	259 900
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>791 400</u>	<u>757 400</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 972 600	926 600
Rendement espéré des actifs	33 (851 300)	(812 400)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 <u>121 300</u>	<u>114 200</u>
Charge de l'exercice	35 <u>912 700</u>	<u>871 600</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 805 200	489 400
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (851 300)	(812 400)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (46 100)	(323 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (22 400)	30 800
Prestations versées au cours de l'exercice	40 912 500	878 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 19 487 500	17 345 500
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 4,66 %	4,65 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 4,65 %	4,64 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

S.O.

		2019		2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs				
Actif (passif) au début de l'exercice	55			
Charge de l'exercice	56	()		()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57			
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation				
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()		()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61			
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63			
Provision pour moins-value	64	()		()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs				
Nombre de régimes et avantages en cause	66			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()		()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69			
Charge de l'exercice				
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70			
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71			
	72			
Cotisations salariales des employés	73	()		()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()		()
	75			
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76			
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79			
Variation de la provision pour moins-value	80			

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____ 6

Description des régimes et autres renseignements

REER Individuel

La charge de la Ville correspond aux cotisations versées calculées à un taux de 9,9 % du salaire brut de 4 employés d'un même groupe.

RVER collectif

La charge de la Ville correspond aux cotisations versées calculées à un taux de 3,5 % du salaire brut d'un groupe d'employé.

Régime de retraite collectif et Régime de retraite simplifié

La charge de la Régie aéroportuaire correspond aux cotisations versées calculées aux taux de 5 % et 7 % du salaire brut régulier des employés.

La charge de la Régie intermunicipale correspond aux cotisations versées calculées au taux de 5,5 % du salaire brut régulier des employés.

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	115	116
	<u>92 400</u>	<u>88 310</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	117
	<u>7</u>	<u>12</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Cotisations des élus au RREM	117	<u>8 521</u>	<u>9 691</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	28 717	34 327
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	7 755	7 931
	120	<u>36 472</u>	<u>42 258</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2019	2019	2019	2018	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	15 406 892	15 446 957	15 446 957	14 939 056
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	15 406 892	15 446 957	15 446 957	14 939 056
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 395 055	1 435 345	1 435 345	1 411 712
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	982 335	1 003 610	1 003 610	955 691
Matières résiduelles	13	1 164 756	1 183 650	1 183 650	994 475
Autres					
- Vidanges fosses septiques	14	15 550	15 680	15 680	15 540
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	70 000	74 684	74 684	72 897
Service de la dette	18	45 605	52 481	52 481	43 760
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	3 673 301	3 765 450	3 765 450	3 494 075
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	3 673 301	3 765 450	3 765 450	3 494 075
	27	19 080 193	19 212 407	19 212 407	18 433 131

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	132 371	132 811	132 850
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	132 371	132 811	132 850
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	419 187	422 448	412 451
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	528 332	530 038	513 558
	36	947 519	952 486	926 009
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	1 079 890	1 085 297	1 058 859
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	1 117 888	1 121 334	1 097 900
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	1 117 888	1 121 334	1 097 900
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	38 281	41 900	15 289
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	38 281	41 900	15 289
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	2 236 059	2 248 531	2 172 048

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55	31 000	108 209	108 209
Sécurité civile	56			69 024
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	58 869	74 208	74 208
Enlèvement de la neige	59			75 353
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	9 663	9 670	10 274
Réseau de distribution de l'eau potable	69	22 744	18 867	23 652
Traitement des eaux usées	70	8 172	10 482	11 352
Réseaux d'égout	71	37 177	38 314	41 102
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	70 000	77 639	58 445
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			47 922
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76		189 358	
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78		6 516	4 745
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	3 500	3 602	15 653
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	60 697	60 698	39 990
Autres	89	32 038	75 607	11 487
Réseau d'électricité	90			
	91	333 860	483 812	408 999

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	43 703	43 703	635 065
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104		16 620	
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	3 302	3 302	259 786
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	3 302	3 302	344 704
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111		454 917	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	380 183	380 183	
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	430 490	902 027	1 239 555

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	270 000	342 925	342 925
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138			
	139	270 000	342 925	342 925
TOTAL DES TRANSFERTS	140	603 860	1 257 227	1 918 122
				1 980 840

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141	40 000	48 880	44 775
Évaluation	142			
Autres	143			
	144	40 000	48 880	44 775
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146	74 957	95 928	83 778
Sécurité civile	147			
Autres	148	2 000	1 148	2 805
	149	76 957	97 076	86 583
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158	5 200	12 624	5 307
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160	50 000	75 000	219 671
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161		6 103	6 103
Tri et conditionnement	162			
Autres	163	128 000		125 919
Autres	164			
Cours d'eau	165	25 000	35 000	
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	208 200	128 727	350 897
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177	314 390	294 752	311 324
Activités culturelles				
Bibliothèques	178	7 013	7 013	6 916
Autres	179		18 200	
	180	321 403	319 965	318 240
Réseau d'électricité	181			
	182	646 560	594 648	800 495

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	183	1 000	2 136	2 136
Évaluation	184			
Autres	185	34 567	59 237	43 310
	186	35 567	61 373	43 310
Sécurité publique				
Police	187			
Sécurité incendie	188	4 500	4 050	13 720
Sécurité civile	189			
Autres	190			
	191	4 500	4 050	13 720
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192	30 075	25 074	29 104
Enlèvement de la neige	193	30 000	27 327	30 974
Autres	194			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195			
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			
Autres	199		267 396	227 152
	200	60 075	52 401	287 230
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202	2 000	1 294	653
Traitement des eaux usées	203			
Réseaux d'égout	204	7 000	8 500	42 500
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205	5 000	4 262	3 992
Matières recyclables	206	500		3 567
Autres	207		1 987	80 019
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209	700	487	801
Autres	210			
	211	15 200	16 530	457 956
Santé et bien-être				
Logement social	212	1 000		
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215	1 000		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216			
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218		9 022	9 022
Autres	219			
	220		9 022	9 022
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	502 387	566 488	586 035
Activités culturelles				
Bibliothèques	222	13 800	13 454	16 087
Autres	223	4 175	19 579	7 507
	224	520 362	599 521	609 629
Réseau d'électricité	225			
	226	636 704	742 897	1 411 845
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	1 283 264	1 337 545	2 212 340

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228	60 000	103 623	77 805
Droits de mutation immobilière	229	430 000	1 019 663	776 753
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231			
	232	490 000	1 123 286	854 558
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	233	414 000	436 142	368 447
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	234	18 893	61 285	61 285
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	235	133 000	166 533	174 016
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236	10 000	(232 463)	213 789
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		51 579	48 296
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239		8 063	3 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	10 000	23 074	165 938
	245	20 000	(149 747)	431 023
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	362 710	346 362		346 362	346 362	284 186
Greffe et application de la loi	2	732 095	731 040		731 040	731 040	636 605
Gestion financière et administrative	3	1 112 534	1 052 921		1 052 921	1 052 921	1 006 276
Évaluation	4	130 000	113 764		113 764	113 764	151 453
Gestion du personnel	5	121 831	135 033		135 033	135 033	125 042
Autres							
- Dépenses générales	6	865 033	781 429	116 342	897 771	897 771	937 282
-	7						
	8	3 324 203	3 160 549	116 342	3 276 891	3 276 891	3 140 844
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 895 000	1 815 796		1 815 796	1 815 796	1 761 827
Sécurité incendie	10	1 509 864	1 538 589	257 846	1 796 435	1 796 435	1 591 263
Sécurité civile	11	62 400	151 677		151 677	151 677	83 172
Autres	12	61 426	50 117		50 117	50 117	48 038
	13	3 528 690	3 556 179	257 846	3 814 025	3 814 025	3 484 300
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 009 730	3 177 470	1 953 844	5 131 314	5 131 314	4 853 840
Enlèvement de la neige	15	375 558	550 500	157 642	708 142	708 142	758 575
Éclairage des rues	16	210 000	195 267	60 494	255 761	255 761	257 524
Circulation et stationnement	17	177 000	104 089		104 089	104 089	78 232
Transport collectif							
Transport en commun	18	144 828	154 303		154 303	154 303	91 461
Transport aérien	19	100 000	103 453		103 453	446 665	434 155
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	4 017 116	4 285 082	2 171 980	6 457 062	6 800 274	6 473 787

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	770 436	759 109	203 896	963 005	987 813
Réseau de distribution de l'eau potable	24	472 456	424 827	473 264	898 091	952 564
Traitement des eaux usées	25	475 486	521 793	5 899	527 692	474 091
Réseaux d'égout	26	345 706	237 401	680 979	918 380	998 695
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	152 438	211 226	29 718	240 944	396 750
Élimination	28	295 000	253 412		253 412	613 244
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	154 935	176 303	40 839	217 142	374 006
Tri et conditionnement	30	140 000	114 253	4 361	118 614	48 205
Matières organiques						
Collecte et transport	31	226 050	141 190	15 839	157 029	354 790
Traitement	32	148 000	179 856		179 856	7 269
Matériaux secs	33	12 000	5 513		5 513	14 259
Autres	34	329 633	145 060		145 060	302 683
Plan de gestion	35	16 621	16 621		16 621	17 356
Autres	36					
Cours d'eau	37	37 553	12 553	2 658	15 211	15 008
Protection de l'environnement	38	95 463	108 854		108 854	215 426
Autres	39					19 805
	40	3 671 777	3 307 971	1 457 453	4 765 424	5 552 320
						5 791 964
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	90 000	73 796		73 796	79 077
Sécurité du revenu	42	132 000	119 814		119 814	
Autres	43					106 984
	44	222 000	193 610		193 610	186 061
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	623 358	613 125		613 125	548 302
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					(5 467)
Autres biens	47	17 000	24 151		24 151	
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	365 077	341 521		341 521	357 526
Tourisme	49	5 850	4 131		4 131	5 893
Autres	50	8 500	49 538		49 538	
Autres	51					350
	52	1 019 785	1 032 466		1 032 466	906 604

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	54 897	22 015	6 124	28 139	28 139	29 580
Patinoires intérieures et extérieures	54	492 825	491 555	102 296	593 851	593 851	629 242
Piscines, plages et ports de plaisance	55	786 368	855 124	70 864	925 988	925 988	906 020
Parcs et terrains de jeux	56	714 521	532 071	245 010	777 081	777 081	753 958
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	31 000	34 701		34 701	34 701	30 390
Autres	59	593 315	633 444	50 788	684 232	684 232	637 698
	60	2 672 926	2 568 910	475 082	3 043 992	3 043 992	2 986 888
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	247 532	199 865		199 865	199 865	131 839
Bibliothèques	62	740 836	712 277	31 327	743 604	743 604	667 577
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	75 000	98 000	17 320	115 320	115 320	93 089
Autres ressources du patrimoine	64	16 000	6 396		6 396	6 396	8 837
Autres	65	133 000	185 111		185 111	185 111	71 904
	66	1 212 368	1 201 649	48 647	1 250 296	1 250 296	973 246
	67	3 885 294	3 770 559	523 729	4 294 288	4 294 288	3 960 134
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	995 000	837 696		837 696	838 020	755 591
Autres frais	70	107 000	99 807		99 807	99 807	104 648
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	116 500	121 300		121 300	121 300	114 200
Autres	72	15 000	7 769		7 769	9 526	24 438
	73	1 233 500	1 066 572		1 066 572	1 068 653	998 877
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
74							
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
75		4 300 000	4 527 350	(4 527 350)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Cowansville

Code géographique : 46080

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1 300 542	300 542	481 758
	Usines de traitement de l'eau potable	2		
	Usines et bassins d'épuration	3 4 042	4 042	
	Conduites d'égout	4 121 069	121 069	604 486
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	719 856	1 268 497
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6 2 623 250	2 623 250	1 786 812
	Ponts, tunnels et viaducs	7		
	Systèmes d'éclairage des rues	8 16 107	16 107	1 201 818
	Aires de stationnement	9		
	Parcs et terrains de jeux	10 206 716	206 716	127 885
	Autres infrastructures	11 101 357	106 990	5 360
	Réseau d'électricité	12		
Bâtiments				
	Édifices administratifs	13 73 462	73 462	13 349
	Édifices communautaires et récréatifs	14 1 933 009	1 933 009	364 356
	Améliorations locatives	15		
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun	16		
	Autres	17 163 786	163 786	325 384
	Ameublement et équipement de bureau	18 257 231	257 231	36 450
	Machinerie, outillage et équipement divers	19 1 392 886	1 426 128	485 292
	Terrains	20		
	Autres	21		
		22 7 193 457	7 952 188	6 701 447

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	23 276 610	276 610	481 758
	Usines de traitement de l'eau potable	24		
	Usines et bassins d'épuration	25 4 042	4 042	
	Conduites d'égout	26 98 290	98 290	604 486
	Autres infrastructures	27 2 390 127	2 390 127	1 900 331
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	28 23 932	23 932	
	Usines de traitement de l'eau potable	29		
	Usines et bassins d'épuration	30		
	Conduites d'égout	31 22 779	22 779	
	Autres infrastructures	32 557 303	1 282 792	2 490 041
	Autres immobilisations	33 3 820 374	3 853 616	1 224 831
		34 7 193 457	7 952 188	6 701 447

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	325 000	150 000	475 000	
Réserves financières et fonds réservés	3	265 804		248 996	16 808
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	206 818		51 621	155 197
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	29 203 950	4 807 777	2 906 941	31 104 786
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	30 001 572	4 957 777	3 682 558	31 276 791
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 762 784	447 194	397 367	5 812 611
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	5 762 784	447 194	397 367	5 812 611
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	5 762 784	447 194	397 367	5 812 611
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18	5 762 784	447 194	397 367	5 812 611
	19	35 764 356	5 404 971	4 079 925	37 089 402
Dette en cours de refinancement	20	()			()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	35 764 356	5 404 971	4 079 925	37 089 402

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	37 083 000
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	1 363 768
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	16 808
--	---	--------

Débiteurs	9	5 812 611
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	37 014
--	----	--------

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	32 580 335
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	16	723 895

Endettement net à long terme	17	33 304 230
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	226 473
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	33 530 703
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	33 530 703
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	106 771	106 770	91 513
Sécurité publique				
Police	4	6 426	6 426	6 357
Sécurité incendie	5	9 737	9 737	9 894
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	57 828	57 828	55 971
Autres	10	100 000	103 453	7 453
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	165 870	165 870	176 920
Cours d'eau	13	12 553	12 553	12 350
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	23 874	23 874	21 636
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	165 077	165 077	158 306
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	648 136	651 588	532 947

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019***Non audité*

		2019	2018
Rémunération	1	187 684	158 310
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 953 860	5 111 064
Frais de financement	4	51 913	149 546
Autres	5		
	6	7 193 457	5 418 920

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	15,56	37,50	30 934,50	***	***	***
Professionnels	2	1,00	2,50	42,00	***	***	***
Cols blancs	3	43,25	32,50	74 490,00	***	***	***
Cols bleus	4	44,88	40,00	95 149,11	***	***	***
Policiers	5				***	***	***
Pompiers	6	8,09	40,00	17 151,68	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				***	***	***
	8	112,78		217 767,29	***	***	***
Élus	9	7,00			249 966	52 423	302 389
	10	119,78			***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	9 670				9 670
Réseau de distribution de l'eau potable	13	18 867		3 302		22 169
Traitement des eaux usées	14	10 482				10 482
Réseaux d'égout	15	38 314		3 302		41 616
Autres	16	688 258	420 583	9 819	54 630	1 173 290
	17	765 591	420 583	16 423	54 630	1 257 227

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	4 188	4 345
Évaluation	2		
Autres	3	133 004	141 127
	4	137 192	145 472
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	26 902	29 790
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	26 902	29 790
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	463 515	427 195
Enlèvement de la neige	11	3 050	2 658
Autres	12	36 126	9 407
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	502 691	439 260
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	9 789	11 600
Réseau de distribution de l'eau potable	17	143 814	116 938
Traitement des eaux usées	18	1 219	1 423
Réseaux d'égout	19	184 474	200 500
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	1 205	
Matières recyclables	21	1 255	
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	341 756	330 461
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	6 535	6 767
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	6 535	6 767
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	46 627	41 351
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	3 593	3 793
Autres	38	1 276	699
	39	51 496	45 843
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 066 572	997 593

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Sylvie Beauregard	90 569	16 767
Lucille Robert	20 663	10 309
Marie-France Beaudry	15 400	7 700
Stéphane Lussier	16 210	8 105
Yvon Pépin	15 884	7 942
Philippe Mercier	16 120	8 060
Daniel Marcotte	17 020	8 510

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 100 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	41 311 \$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	\$	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	1 019 663 \$	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	\$	
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input checked="" type="checkbox"/>	23 <input type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input checked="" type="checkbox"/>	33 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	\$
b) autres formes d'aide	35 _____	40 000 \$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36 _____	
Facteur comparatif de 2019	37 _____	
Valeur uniformisée	38 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

42 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 _____

b) Date d'adoption de la résolution

45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI

NON

46 47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 _____ 185-04-2020

b) Date d'adoption de la résolution

49 _____ 2020-04-07

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	_____
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	_____
- une blessure grave	60	_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	_____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Cowansville

Code géographique : 46080

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier de
Ville de Cowansville

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Cowansville (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850
Granby, le 28 mai 2020

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	19 212 407
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	48 350
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 177 488
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	74 684
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	15 960 235

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 283 545 200
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	1 308 453 500
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	1 295 999 350

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 2 3 1 5 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Cowansville

Code géographique : 46080

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	15 864 014
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	15 864 014

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 414 615
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	976 800
Matières résiduelles	13	1 276 323
Autres		
- Vidange fosse septiques	14	18 780
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	75 000
Service de la dette	18	36 020
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	3 797 538
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	3 797 538
	27	19 661 552

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	132 371
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	132 371

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	417 070
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	533 457
	9	950 527

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 082 898

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	1 117 888
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	1 117 888

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	40 603
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	40 603

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	2 241 389

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 862 508 312	X 5 0,9400	/100\$ 6 8 107 578				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 203 603 846	X 8 0,9600	/100\$ 9 1 954 597				
Immeubles non résidentiels	10 201 865 532	X 11 2,3500	/100\$ 12 4 743 840				
Immeubles industriels	13 34 042 972	X 14 2,4000	/100\$ 15 817 031				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 21 185 426	X 20 0,9400	/100\$ 21 199 143				
Immeubles agricoles	22 6 613 617	X 23 0,9400	/100\$ 24 62 168				
Total			25 15 884 357	26 (20 343)	27 ()	28	29 15 864 014
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6								
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9								
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12								
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18								
Autres	19	X 20	/100\$ 21								
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24								
Total			25					26 (.....) 27 (.....) 28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35								
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38								
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41								
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47								
Autres	48	X 49	/100\$ 50								
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53								
Total			54					55 (.....) 56 (.....) 57	58
	Valeur locative imposable										
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 (.....) 63 (.....) 64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	1 | 7 | 5	,	0 | 0	\$
Égout	2		,		\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4	1 | 3 | 5	,	0 | 0	\$
Matières résiduelles	5	1 | 3 | 0	,	0 | 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Matières résiduelles - par chambre	32,0000	4	
Déchets domestiques - ICI	100,0000	4	
Matières recyclables/organiques - ICI	30,0000	4	
Écocentre	28,0000	4	
vidanges - fosses septiques	60,0000	4	
Assainissement - par chambre	40,0000	4	
Assainissement - au compteur	0,1900	7	par mètre cube
Eau - par chambre	58,0000	4	
Eau - au compteur	0,4500	7	par mètre cube
Piscine creusée	60,0000	4	
Piscine hors terre	30,0000	4	
Com. services municipaux - 204.10	0,4700	1	
Com. services municipaux - 204.5	0,9400	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	19 661 552
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>20 343</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 343 331
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	75 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>16 243 221</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 1 329 819 705

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 2 1 5 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	4 743 840	817 031		199 143	1 934 254	62 168
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	242 948	206 938			960 156	7 956
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	4 986 788	1 023 969		199 143	2 894 410	70 124

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	8 107 578			15 864 014
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	36 020			36 020
Autres	13	2 268 520			3 686 518
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	10 412 118			19 586 552

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	29 831 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-16	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>26 767 954 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>3 082 000 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>1 121 200 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>290 000 \$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Julie Lamarche, OMA , atteste que le rapport financier consolidé de Cowansville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-06-02.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Cowansville.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Cowansville consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Cowansville détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-05-28 11:39:59

Date de transmission au Ministère :